

Article 1 : Préambule

La Fédération Compagnonnique Régionale de Lyon (FCR Lyon) est une association type loi 1901 dont l'activité principale est la formation des apprenants et des professionnels, dans les métiers du Bâtiment et Travaux Publics.

Comme activités secondaires, la FCR Lyon propose, selon les capacités propres à chacun de ses sites du centre de formation : hébergement, restauration, stages et accompagnement vers l'emploi.

Les présentes conditions générales de vente (CGV) ont pour objet de fixer les conditions dans lesquelles la FCR Lyon s'engage à effectuer une prestation de formation professionnelle continue, moyennant un prix, soit avec ses propres moyens, soit avec le concours d'autres organismes ou indépendants avec lesquels elle aura passé des contrats de co-traitance ou de sous-traitance.

Article 2 : Acte et engagements contractuels

2.1. L'acte contractuel

2.1.1. Mentions

Le contrat de prestation de formation comporte les mentions prévues à l'article R.6353-1 du Code du travail, applicable aux bons de commandes ainsi qu'aux factures. Elles devront figurer de la même façon sur les devis, les propositions commerciales et les couvertures de formation.

Devront figurer au contrat et sur les factures : le nom ou dénomination sociale des parties, la forme juridique et le montant du capital social, et l'adresse du siège social des sociétés parties au contrat, le numéro de SIREN, la mention du RCS suivi du nom de la ville dans lequel se trouve le greffe auprès duquel l'entreprise est immatriculée, et son numéro individuel d'identification à la TVA. Si l'adresse de facturation est différente de celle du siège social de l'une des parties, elle doit aussi apparaître sur le contrat ou la facture.

Devront aussi figurer au contrat au moment de la signature du devis ou de la proposition commerciale : le nom de son représentant dûment habilité, ainsi que tout renseignement d'ordre pratique (téléphone, email).

2.1.2. Conclusion et modification

En vertu des articles 1103 et 1193 du Code civil en vigueur :

- Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits.
- Les contrats ne peuvent être modifiés ou révoqués que du consentement mutuel des parties, ou pour les causes que la loi autorise.

SB-FM/07/2023/V02

Dès lors, le contrat de prestation de formation est définitivement formé dès l'acceptation, par la signature, du devis ou de la proposition commerciale, par les parties concernées. Chacune des parties en reçoit alors un exemplaire. Au cours de l'exécution des prestations, toute modification, négociée entre les parties, mène à la signature d'un avenant au document contractuel.

2.2. Les engagements contractuels

En vertu de l'article 1104 du Code civil, tout engagement conclu par un contrat de vente de prestation de formation sera exécuté de bonne foi, c'est une disposition d'ordre public.

Les présentes CGV s'appliquent quelles que soient les clauses figurant dans les documents du client, notamment ses conditions générales d'achats.

Dans le cas où une disposition des présentes CGV serait déclarée nulle ou non écrite, les autres dispositions demeurent intégralement applicables et sont interprétées de manière à respecter l'intention initiale des parties.

Article 3 : Types de formations et leur sanction

3.1. Types de formations délivrées par la FCR de Lyon:

La FCR Lyon délivre des formations des métiers du bâtiment et travaux publics. Celles-ci peuvent être suivies en continue, en alternance ou en blended Learning.

3.2. Sanctions

En cas de réussite du bénéficiaire de la formation aux épreuves de validation, le Ministère du Travail et de l'Emploi, le centre de formation ou le Ministère de l'Education Nationale sanctionne les prestations réalisées par la délivrance, selon les cas, par :

- Un Titre Professionnel
- Un Certificat de Compétences Professionnelles
- Un diplôme
- Une attestation de formation

Article 4 : Prix

Les prix de vente des prestations sont inscrits sur le devis ou la proposition commerciale conclue entre les parties. Une fois signés, ils sont fermes, définitifs, et sont exprimés nets de TVA ou TTC. Seules les prestations de formations non dispensées dans le cadre du développement des compétences des entreprises sont exonérées de TVA.

Article 5 : Facturation

Les prestations de formation sont facturées tous les mois (sauf dispositions contraires indiquées par les organismes d'état). Les modalités de facturation et de paiement sont précisées sur la convention et/ou le contrat de formation.

SB-FM/07/2023/V02

Article 6 : Paiement

6.1. Délais de paiement

Sauf dispositions particulières prévues dans le contrat, le client s'acquitte du prix des prestations commandées dans un délai de **30 jours maximum date de facture**.

6.2. Modalités de règlement

Les prestations effectuées par la FCR Lyon sont réglées par virement bancaire, conformément aux conditions négociées avec le client le cas échéant.

6.3. Pénalités de retard et sanctions en cas de défaut de paiement

Le point de départ utilisé pour le calcul des pénalités de retard est, le cas échéant, la date de règlement indiquée sur la facture, et à défaut le 31^{ème} jour suivant la date de facture. Le taux de ces pénalités est le taux appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage et au paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

La facturation des pénalités de retard peut intervenir à tout moment, sans rappel préalable de la part de la FCR Lyon, en vertu de l'article L. 441-6 du Code de commerce.

S'ajoute aux pénalités de retard une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Si le montant estimé des frais de recouvrements dépasse celui de l'indemnité forfaitaire, il sera demandé une indemnité complémentaire à hauteur des dépenses justifiées que le retard aura engendré.

Enfin, en cas de non-paiement intégral d'une facture arrivée à échéance, après mise en demeure restée sans effet dans les 5 jours calendaires, la FCR Lyon se réserve le droit de suspendre toute formation en cours et/ou à venir.

Dans le cas où l'acheteur est une personne physique, aucune somme ne peut être exigée avant l'expiration du délai de rétractation prévu à l'article L6353-5 du Code du travail. Il ne peut être payé à l'expiration de ce délai une somme supérieure à 30% du prix convenu. Les 70% restant doivent donner lieu à échelonnement.

6.4. Paiement subrogé – prise en charge par un organisme tiers

Si le choix du client est celui d'effectuer le règlement par un organisme collecteur agréé, ou un autre organisme financier, il doit fournir à la FCR Lyon les justificatifs de la demande dans les 15 jours de la date de démarrage de la formation, ainsi que les justificatifs de la prise en charge financière accordée, et répondre aux demandes du financeur le cas échéant.

Si le dossier de prise en charge de l'organisme tiers n'est pas parvenu à la FCR Lyon dans les 15 premiers jours de la formation, les frais de formation sont intégralement facturés au client.

SB-FM/07/2023/V02

S'il était prévu que l'organisme tiers ne prendrait en charge que partiellement le coût de la prestation, le client est automatiquement facturé du reliquat.

Article 7 : La réalisation ou le report de la prestation de formation par la FCR de Lyon

La FCR Lyon se réserve le droit d'annuler ou de reporter une session de formation si le nombre minimal de participants n'est pas atteint, fixé à 8 stagiaires sauf clause contraire convenue entre les parties.

En cas de report de session de formation, la FCR Lyon propose de nouvelles dates. Si le client les accepte, les sommes déjà versées sont imputées sur le prix de la nouvelle session de formation. Si le client les refuse, ces sommes lui sont remboursées.

En cas d'inexécution totale ou partielle d'une prestation de formation commandée à l'initiative de la FCR Lyon et sauf cas force majeur, celle-ci rembourse au cocontractant les sommes dûment perçues de ce fait, en application des dispositions de l'article L. 6354-1 du Code de travail.

L'annulation ou le report de prestation de formation ne peut donner lieu au versement de dommages-intérêts.

Article 8 : La résiliation de la part du client

Toute annulation de la part du client doit faire l'objet d'une demande écrite, avec les mentions relatives à l'expéditeur et au destinataire. Elle doit être datée, signée, et envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception si l'annulation est faite dans le cadre, soit d'une inscription par un particulier par email avec accusé de lecture, soit par mail avec accusé de lecture.

Dans le cas où la demande d'annulation est reçue par la FCR Lyon dans les 15 jours précédents la date de démarrage prévue au contrat, la FCR Lyon facture 50% du prix total de la formation à titre d'indemnisation, déduction faite des sommes déjà facturées et/ou payées le cas échéant.

Dans le cas où la formation a déjà commencé, toute annulation de la formation entraîne la facturation du prix total de la formation à titre d'indemnisation, déduction faite des sommes déjà facturées et/ou payées le cas échéant. Il en est de même si l'annulation est réalisée moins de 48 heures avant le début de la formation.

Article 9 : Cas de force majeure

Si, du fait d'un cas de force majeure au sens de la loi, la FCR Lyon est dans l'impossibilité de poursuivre l'exécution de la prestation de formation, le contrat ou la convention conclue avec le client est résilié de plein droit sans que ce dernier ne puisse prétendre à une indemnité.

SB-FM/07/2023/V02

Aucune des parties au contrat ne peut être tenue pour responsable de son retard ou de sa défaillance à exécuter l'une des obligations à sa charge au titre du contrat, si cela résulte d'un cas de force majeure.

Si, par suite de force majeure dûment reconnue, le bénéficiaire est empêché de suivre la formation, il peut rompre le contrat. Le client est alors tenu au paiement à due proportion de leur valeur prévue au contrat, des prestations réalisées par la FCR Lyon.

Article 10 : Propriété intellectuelle

Sur tout document en général (matérialisé ou dématérialisé) mis à la disposition du client et de son personnel, la FCR Lyon conserve l'intégralité des droits de propriété matérielle et intellectuelle sur ces documents, en application de l'article L.122-4 du code de la propriété intellectuelle.

Les droits de représentation, de reproduction et d'utilisation, de diffusion, d'adaptation, de modification des supports de formation restent, la propriété exclusive de la FCR Lyon. Dès lors, toute reproduction, modification, ou divulgation à des tiers de toute ou partie de ces formations ou documents sous quelle que forme que ce soit, est interdite sans l'accord préalable écrit de la FCR Lyon, sous peine de poursuites judiciaires.

Article 11: Confidentialité

Les parties s'engagent à la plus stricte confidentialité quant aux informations échangées dans le cadre des contrats signés ensemble, y compris après la fin des prestations. Pour l'application de la présente clause, les parties se portent fort du respect de cette confidentialité par leurs salariés, associés ou membres.

Article 12 : Responsabilité de la FCR de Lyon

L'obligation souscrite par la FCR Lyon dans le cadre des prestations qu'elle délivre est une obligation de moyens et ne peut en aucun cas être interprétée comme une obligation de résultat.

Article 13 : Droit applicable et juridiction compétente en cas de litige

Les présentes CGV et toutes les relations contractuelles de la FCR Lyon avec ses clients relèvent de la loi française en vigueur.

Les parties rechercheront en priorité par voie amiable le règlement de tout litige. A défaut d'accord amiable, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux de Lyon.

SB-FM/07/2023/V02